

## Méthodologie

# Comprendre les résultats et les ratios comptables des entreprises réunionnaises

### Du chiffre d'affaires à la valeur ajoutée

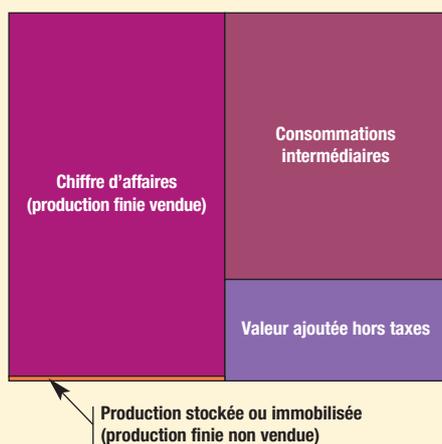
Une entreprise vend des biens et/ou des services, ou des marchandises dans le cas des entreprises commerciales. Le résultat de ces ventes est le chiffre d'affaires. Le **chiffre d'affaires** couvre les coûts liés à la production, les salaires, les impôts, le financement d'investissements, etc.

Au terme de son processus de production ou de son activité commerciale, une entreprise peut aussi décider de conserver une partie de sa production ou de ses marchandises, en attente d'un marché plus favorable ou en immobiliser une partie pour son usage propre par exemple. C'est le stock de production finie, qui est généralement assez faible. Cette production n'est pas comptée dans le chiffre d'affaires mais fait partie de la valeur ajoutée.

La **valeur ajoutée** correspond à la richesse réellement créée par l'entreprise (figure 1). Elle est égale à la valeur de la production (y compris le stock de production finie) diminuée des consommations intermédiaires. L'achat de matières premières, les factures d'électricité, la consommation d'eau ou les achats de marchandises destinées à la vente sans transformation sont des exemples de consommations intermédiaires. La valeur ajoutée est calculée hors taxes.

#### 1 Décomposition des principaux soldes comptables des entreprises

Du chiffre d'affaires à la valeur ajoutée



Le taux de valeur ajoutée (VA) correspond au rapport de la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires. Ce ratio mesure l'importance des transformations que l'entreprise effectue et ainsi le niveau d'intégration des activités de l'entreprise. Il permet aussi d'identifier des situations de surcoûts de production, liées par exemple à un éloignement géographique.

### De la valeur ajoutée à la marge de l'entreprise

La valeur ajoutée (VA) dégagée par l'entreprise permet de payer les impôts liés à la production et de rémunérer les facteurs de production, c'est-à-dire les personnes ou objets qui ont permis la transformation du produit de base en produit vendu. On distingue communément deux types de facteurs de production :

- le facteur de production « travail », soit essentiellement les salariés ;
- le facteur de production « capital », tels que les équipements, les logiciels, les infrastructures, etc.

La valeur ajoutée « au coût des facteurs » ( $VA_{cf}$ ) s'obtient en retranchant de la valeur ajoutée décrite précédemment les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation (figure 2). Avec ce mode de valorisation, la valeur ajoutée au coût des facteurs correspond exactement à la somme de la rémunération du travail et de l'excédent brut d'exploitation (EBE).

Les traitements, salaires et charges patronales sont les frais de personnel, soit la rémunération du facteur travail. À La Réunion, les cotisations patronales peuvent être exonérées (loi Lodeom). L'exonération est accordée à certains employeurs qui occupent moins de 11 salariés, ou bien aux employeurs de certains secteurs d'activité quel que soit l'effectif salarié<sup>1</sup>. Les secteurs – décrits dans l'étude – qui ne sont pas soumis à des conditions d'effectifs sont les suivants : bâtiments et travaux publics ; industrie ; restauration ; presse et production audiovisuelle ; énergies renouvelables ; nouvelles technologies de l'infor-

mation, de la communication et centres d'appel ; activités liées au tourisme (hôtellerie). Si une entreprise n'appartient pas à ce secteur et emploie plus de 11 personnes, elle peut malgré tout bénéficier de l'exonération sur les 10 premiers salariés seulement.

Après versement des frais de personnel, le solde restant est l'excédent brut d'exploitation ou la marge, soit la rémunération du facteur de production « capital ». Rapporté à la valeur ajoutée au coût des facteurs, on obtient le taux de marge d'une entreprise.

La **marge** correspond exactement à l'excédent brut d'exploitation. Elle n'est pas un bénéfice ou une perte, qui peuvent prendre en compte d'autres résultats comptables fruits de processus financiers. Elle ne peut pas non plus être assimilée à la rémunération du chef d'entreprise.

À ce stade, une fois les salaires et charges salariales versés c'est-à-dire au niveau de l'excédent brut d'exploitation, l'entreprise qui a vendu sa production ou sa marchandise n'a toujours pas payé les impôts et taxes d'exploitation (impôts sur les bénéfices, cotisation foncière des entreprises, etc.), n'a pas assuré le remboursement de ses dettes, n'a pas financé ses investissements, n'a pas reversé de dividendes aux propriétaires et n'a toujours pas compté les amortissements de ses investissements passés. D'autres charges et d'autres revenus existent.

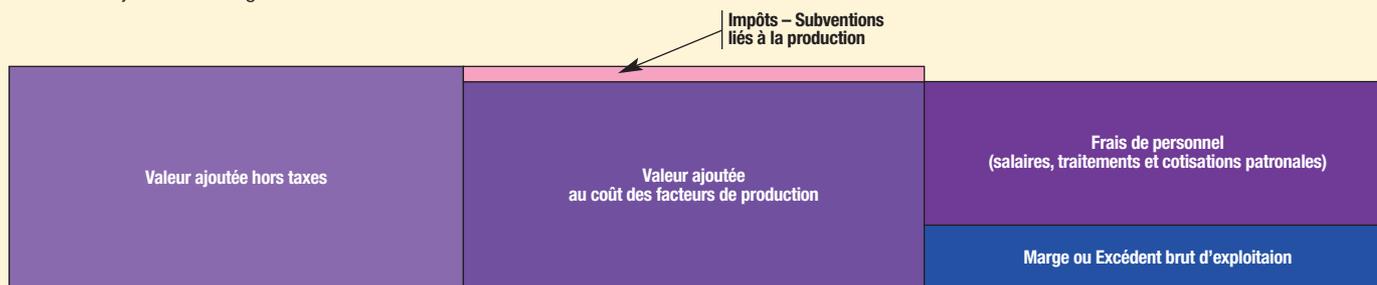
L'**intensité capitaliste** est le ratio qui rapporte les immobilisations corporelles à l'effectif salarié. Les immobilisations corporelles sont les actifs physiques destinés à être utilisés durablement par l'entreprise comme moyens de production, évalués à leur valeur brute. Ils comprennent les terrains (y compris les agencements et aménagements des terrains), les constructions, les installations techniques, matériel et outillage industriels, les autres immobilisations corporelles et les immobilisations en cours.

Cet indicateur d'intensité capitaliste est nécessaire pour comprendre la part de la valeur ajoutée qu'une entreprise réserve au facteur de production capital. Plus une entreprise utilise du capital dans son processus de production,

1. Source : [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) dans partie consacrée à l'Outre-mer.

## 2 Décomposition des principaux soldes comptables des entreprises

De la valeur ajoutée à la marge



plus elle doit disposer d'immobilisations comme par exemple des installations techniques. Elle devra entretenir ce capital (charges d'entretien), et prévoir son renouvellement. Plus le facteur capital est important dans l'activité de l'entreprise, plus la part de la valeur ajoutée réservée au financement du capital est élevée, et donc plus le taux de marge est grand. Certains secteurs, du fait de leur activité, sont plus capitalistiques que d'autres et ont nécessairement un taux de marge plus élevé. Par exemple, l'intensité capitalistique est plus faible dans la construction, le commerce (hors commerce de gros), et plus élevée dans l'industrie, les transports et entreposage et certains services marchands tels que les activités immobilières ou l'information et la communication.

### De la marge au remboursement de la dette et au financement de l'investissement

La marge dégagée permet notamment à l'entreprise de se désendetter (figure 3). Le niveau de la dette peut avoir une influence sur la marge : une entreprise qui décide un désendettement peut adopter une stratégie afin de dégager une marge maximale. Dans cette étude, deux indicateurs mesurent les dettes :

- **le taux d'endettement** rapporte les emprunts et dettes assimilés au total du passif du bilan des entreprises. Il ne s'agit que d'une vision limitée de la dette, les dettes fournisseurs étant par exemple exclues de l'étude.
- **le taux de prélèvement financier** rapporte le paiement des intérêts et charges assimilées à l'excédent brut d'exploitation. Il décrit la part de la marge réservée au paiement de ces intérêts.

Un endettement bas n'est pas obligatoirement signe d'une bonne santé du secteur. En effet, certaines entreprises ont des difficultés pour obtenir un financement auprès des banques, qui leur permettrait d'investir. La dette permet

en effet très souvent de financer des investissements. L'analyse de l'investissement, combinée à la dette, complète donc l'étude des marges des entreprises.

**Le taux d'investissement** rapporte les investissements corporels bruts (hors terrains) à la valeur ajoutée (hors taxes) de l'entreprise. Les investissements incorporels et les terrains ne sont pas pris en compte. Ce ratio ne comptabilise que les investissements d'une année. Une entreprise qui investit en 2010 et ne fait pas d'investissement majeur en 2011 ressortira en 2011 comme n'ayant pas ou peu investi. Un taux d'investissement plus faible ne signifie pas systématiquement que le secteur investit moins sur le long terme.

De plus, à La Réunion, des dispositifs de défiscalisation ont été mis en place pour stimuler l'investissement. Des entreprises portent l'investissement pour d'autres : elles achètent du matériel, qu'elles louent ensuite à d'autres exerçant pour la plupart des activités de location sans opérateur. Les entreprises locataires n'investissent pas : elles ont plus de charges liées à la location, donc plus de consommations intermédiaires. Pour certains secteurs, le niveau

### Quelles marges ?

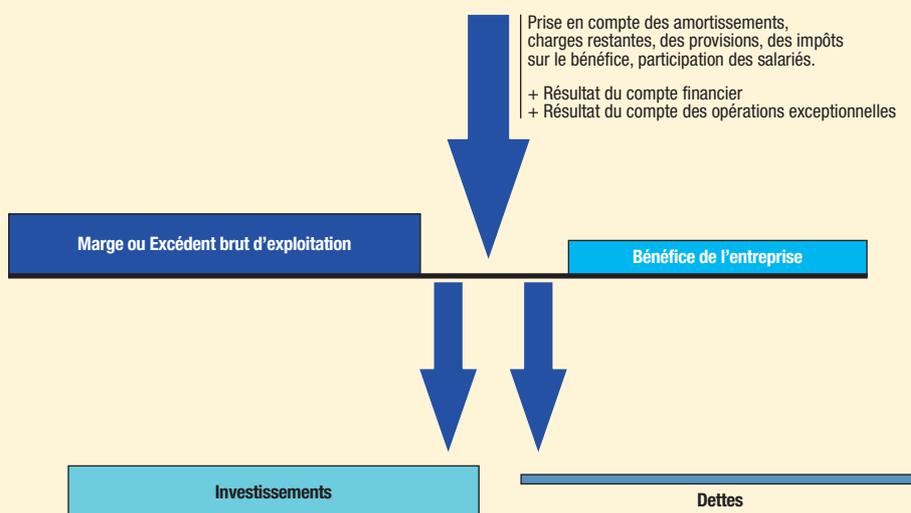
La littérature sur l'analyse financière des entreprises calcule différentes marges. Les marges brutes et nettes sont souvent présentées comme des indicateurs de gestion incontournables. En réalité, ces deux types de marges n'ont pas de définition normalisée. La marge brute se réfère souvent à la marge commerciale, c'est-à-dire à la différence entre les ventes et les achats pour les commerces, sans que cela soit systématique. Dans les secteurs autres que le commerce, la marge brute est, en général, égale à la valeur ajoutée, c'est-à-dire le montant de la production vendue dont on retire les consommations intermédiaires. La marge nette recouvre également différentes réalités selon le comptable qui la manipule : le terme est fréquemment utilisé pour commenter le résultat net comptable. Enfin, la marge d'exploitation est parfois présentée : elle correspond à la marge décrite dans ce dossier, à savoir l'excédent brut d'exploitation.

Au final, l'étude analyse trois indicateurs :

- la **marge**, qui correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation, parfois appelée « marge d'exploitation » ;
- la **marge commerciale**, uniquement pour les secteurs du commerce, parfois appelée « marge brute » ;
- le **résultat net comptable**, lorsque cela est possible, parfois appelé « marge nette ».

## 3 Décomposition des principaux soldes comptables des entreprises

De la marge au bénéfice de l'entreprise



d'investissement est donc sous-évalué dans les DOM du fait de ces spécificités fiscales. Les entreprises pouvant bénéficier de ces défiscalisations exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, de recherche ou développement ou de pose de câbles sous-marins de communication.

**Le taux d'autofinancement** rapporte la capacité d'autofinancement à la somme annuelle des investissements corporels bruts.

### De la marge au bénéfice de l'entreprise

Le compte de résultat se décompose en trois comptes :

- le compte d'exploitation ;
- le compte financier ;
- le compte exceptionnel.

**Le résultat d'exploitation** est le solde du compte d'exploitation, soit le bénéfice tiré de la seule activité productive ou commerciale de l'entreprise. Toute activité financière ou exceptionnelle n'y est pas intégrée. À la différence de la marge (ou l'excédent brut d'exploitation), le résultat d'exploitation prend en compte les amortissements et les dotations pour provisions, ainsi que les reprises sur amortissements ou provisions. Un amortissement est une valeur fictive pour faire valoir l'usure des équipements corporels dont la durée est définie par un cadre comptable. Une entreprise qui investit beaucoup aura des amortissements élevés à faire valoir, ce qui entraîne une baisse du résultat d'exploitation. De même, une entreprise qui prévoit d'investir aura un résultat d'exploitation plus faible. En effet, une provision est une réserve comptabilisée dans la prévision d'une dépense future dont le montant n'est pas bien établi. Une reprise est donc un rééquilibrage de la provision ou de l'amortissement de l'année précédente.

Le bénéfice de l'entreprise ou sa perte est **le résultat net comptable** de l'entreprise. Ce résultat prend en compte le résultat d'exploitation et les résultats des deux autres comptes. Le compte financier ne trace que les opérations financières. Le compte exceptionnel n'enregistre que des opérations qui ne sont pas courantes dans l'activité de l'entreprise. De ces résultats comptables sont déduits la participation des employés, mais également les impôts sur les bénéfices.

### Un champ restreint pour comparer avec la France entière

Le champ de cette étude est celui du dispositif Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'entreprises), dispositif mis en place par l'Insee pour produire des statistiques structurelles d'entreprises à partir de données administratives et de données d'enquêtes. À La Réunion, ce dispositif couvre les entreprises principalement marchandes, dont le siège est implanté sur l'île, à l'exception du secteur financier et agricole. L'étude présentée permet la comparaison avec la France (DOM inclus – hors Mayotte). Cette étude s'appuie sur des résultats qui extrapolent les évolutions observées par enquête d'un secteur à toutes les liasses fiscales des entreprises de ce même secteur (estimateurs composites).

Afin de comparer les entreprises réunionnaises et françaises sans décrire des différences plus structurelles qu'économiques, les très petites et les grandes entreprises

sont exclues du champ de l'étude. Seuls les résultats des entreprises de 1 à 249 salariés ont été analysés. En effet, le taux de marge d'une entreprise individuelle peut atteindre 100 % si l'entrepreneur individuel décide de ne s'octroyer aucun salaire. Par conséquent, si on compare l'ensemble des entreprises réunionnaises aux entreprises françaises, le taux de marge des entreprises réunionnaises pourrait être plus élevé uniquement parce qu'il y a plus d'entreprises individuelles qu'en France.

De même, les entreprises qui emploient 250 salariés ou plus ont un poids économique bien plus important en France qu'à La Réunion. Elles constituent à elles seules plus de 40 % du chiffre d'affaires du secteur marchand en France contre seulement 12 % à La Réunion. Parfois les données ne permettent pas de donner une vision fine de qualité suffisante, ce qui nous contraint à exclure par exemple des activités de l'industrie. Pour des raisons de confidentialité également, les données comptables de quelques secteurs ne peuvent être communiquées. ■

#### Quelles grandes entreprises absentes de notre étude ?

Le champ de cette étude ne comprend pas les entreprises qui emploient plus de 250 salariés en équivalent temps plein. À La Réunion, cela exclut quinze entreprises. Plus de la moitié appartiennent au secteur du commerce, transport ou hébergement-restauration. Deux grandes entreprises du secteur de la construction et une industrie d'agro-alimentaire sont également exclues de notre étude.

##### Liste des plus grandes entreprises exclues de l'analyse

AIR AUSTRAL  
 COTRANS-AUTOMOBILES  
 HYPER-SOREDECO  
 JULES CAILLE AUTO  
 KORBAY D'OR  
 LES GRANDS TRAVAUX DE L'OCÉAN INDIEN  
 RAVATE DISTRIBUTION SAS  
 SEMS  
 SOC BOURBON TRAVAUX PUBLICS CONSTRUCTION  
 SOC EXPLOITAT MAGASINS DE LA RÉUNION  
 SOC GESTION CLINIQUE STE-CLOTILDE  
 SOC HABITATIONS LOYER MODERE RÉUNION  
 SOC RÉUNIONNAISE DU RADIODÉLÉPHONE  
 SOCIÉTÉ DYONISIENNE GESTION ÉQUIPEMENTS  
 SUCRIÈRE DE LA RÉUNION

## Les formules des ratios comptables mobilisés

$$\text{taux de valeur ajoutée} = \frac{VA_{ht}}{CA}$$

$$\text{taux de marge} = \frac{EBE}{VA_{cf}}$$

$$\text{frais de personnel} = \frac{FP}{VA_{cf}} = \frac{\text{salaires}}{VA_{cf}} + \frac{\text{cotisations}_{patronales}}{VA_{cf}}$$

$$\text{intensité capitalistique} = \frac{K_{immo}}{W_{etp}}$$

$$\text{productivité apparente du travail} = \frac{VA_{ht}}{W_{etp}}$$

$$\text{taux d'investissement} = \frac{I_{corporel}}{VA_{ht}}$$

$$\text{taux d'autofinancement} = \frac{\text{Capacité}_{financement}}{I_{corporel}}$$

$$\text{taux d'endettement} = \frac{(\text{Emprunts et dettes assimilées})}{\text{Passif}}$$

$$\text{taux de prélèvement financier} = \frac{(\text{Intérêts et charges assimilées})}{EBE}$$

$$\text{taux de marge commerciale} = \frac{(\text{marge}_{commerciale})}{(\text{ventes}_{marchandises})} = \frac{(\text{ventes}_{marchandises} - \text{achats}_{marchandises} - \text{variation Stock}_{marchandises})}{(\text{ventes}_{marchandises})}$$

$$REX = EBE - \text{amortissements} - \text{autres charges} + \text{reprises}$$

$$RNC = REX + R_{Financier} + R_{exceptionnel}$$

Avec:

CA: chiffre d'affaires

$VA_{ht}$ : valeur ajoutée hors taxe

$VA_{cf}$ : valeur ajoutée au coût des facteurs de production

EBE: excédent brut d'exploitation

FP: frais de personnel

$K_{immo}$ : capital immobilisé

$W_{etp}$ : effectif salariés équivalent temps plein

$I_{corporel}$ : investissements corporels bruts hors apports

Capacité<sub>financement</sub>: capacité de financement (liquidités)

REX: résultat d'exploitation

RNC: résultat net comptable (bénéfice ou perte)

$R_{financier}$ : résultat du compte financier (recettes - charges financières)

$R_{exceptionnel}$ : résultat du compte exceptionnel (recette - charges exceptionnelles)